

Oman

Moyen-Orient

En 2022, Oman a continué de réprimer la liberté d'expression en arrêtant ceux qui critiquaient le gouvernement, renforçant les lois pour punir la critique envers le sultan et sa famille, et limitant la liberté de religion. La politique d'omanisation a également entraîné des restrictions sur la main-d'œuvre étrangère. Les femmes ont continué à faire face à la discrimination, et des avancées ont été réalisées dans les politiques liées au changement climatique.

En 2022, le gouvernement d'Oman a continué d'arrêter et de poursuivre les personnes qui critiquaient ses actions et décisions, ainsi que celles qui exprimaient des convictions religieuses considérées comme non conformes aux pratiques islamiques officielles. Les travailleurs migrants ont fait face à l'exploitation, au travail forcé et à des conditions de travail difficiles. Les femmes ont été victimes de discrimination, tant dans la sphère personnelle que professionnelle. Des avancées ont toutefois été réalisées en matière de politiques liées au changement climatique.

Les autorités omanaises ont poursuivi leur politique d'« omanisation », remplaçant de plus en plus de main-d'œuvre étrangère par des travailleurs omanais. Plusieurs professions ont été interdites aux étrangers en juillet. Les autorités ont été intolérantes envers ceux qui critiquaient le gouvernement, arrêtant même des militants pour des commentaires sur les réseaux sociaux. Les arrestations de personnes protestant pacifiquement pour des réformes, y compris contre la corruption, ont également eu lieu. De plus, des lois ont été renforcées pour punir ceux qui critiquent le sultan ou sa famille.

Les événements se sont déroulés à Oman, principalement dans la capitale, Mascate.

Les autorités omanaises ont cherché à maintenir leur contrôle en réprimant la critique et en limitant la liberté d'expression. La politique d'omanisation visait à réduire la dépendance à l'égard de la main-d'œuvre étrangère. Cependant, ces mesures ont entraîné des conséquences négatives sur les droits de l'homme, la liberté de religion et de conviction, les droits des travailleurs migrants et l'égalité des sexes.



Mathys Dionne